



© TOURK OULI

#### GRUPE UCA - MAJORITÉ MUNICIPALE (LR, UDI, MODEM, SANS ÉTIQUETTE)

### Une gestion modernisée et sécurisée des parkings publics de la ville

Depuis trop longtemps, nos parkings publics ont été le symbole d'une gestion défaillante. Sous l'ancienne municipalité, ces espaces essentiels pour les habitants et les commerçants étaient laissés à l'abandon, sans véritable entretien ni amélioration. Face à cette situation inacceptable, notre majorité prend une décision forte et nécessaire: le passage en Délégation de service public (DSP) de l'intégralité de nos parkings publics, qui prendra effet à partir de mai prochain.

#### Un choix responsable pour une meilleure gestion !

Loin d'être une privatisation déguisée, ce passage en DSP est un choix pragmatique et responsable. Il s'agit de confier la gestion de ces infrastructures à un opérateur spécialisé, sélectionné avec rigueur pour sa capacité à garantir un service de qualité aux usagers. Ce modèle permet d'assurer un fonctionnement optimal des parkings, avec un entretien régulier, une meilleure organisation et une adaptation aux besoins réels des Choisyennes et des Choisyens.

#### Une amélioration considérable de la sécurité !

L'un des problèmes majeurs des parkings était l'insécurité persistante. L'absence de surveillance, l'éclairage défaillant et l'entretien minimal rendaient ces lieux anxiogènes, voire dangereux, pour les usagers. Grâce à la DSP, nous allons mettre en place un dispositif de sécurité renforcé :

- Installation de caméras de vidéosurveillance avec un contrôle en temps réel,
- Présence accrue d'agents de sécurité,
- Éclairage optimisé et modernisé,
- Mise en place d'un système de contrôle d'accès efficace.

Ces mesures permettront aux habitants de se sentir en sécurité lorsqu'ils utilisent les parkings municipaux, aussi bien de jour que de nuit.

#### Une garantie de service de qualité !

Notre objectif est clair: vous offrir un service à la hauteur de vos attentes. Pour cela, plusieurs améliorations concrètes seront mises en œuvre :

- Une signalétique claire et intuitive,
- Des bornes de paiement modernes et accessibles à tous,

- La possibilité d'un abonnement résident à tarif préférentiel,
- Un nettoyage et un entretien régulier pour garantir des espaces propres et accueillants.

Ces avancées marquent une rupture nette avec la gestion de l'ancienne municipalité, qui n'a jamais pris en compte le confort des usagers. Nous faisons le choix d'un service public performant, avec un suivi précis des engagements du délégataire.

#### Et nous préserverons les emplois municipaux !

Nous sommes pleinement conscients des inquiétudes liées à cette transition, notamment pour les agents actuellement en poste. Nous nous engageons à mettre en place des solutions adaptées pour préserver l'emploi de ces agents qui ne seront pas repris par le prestataire. Des mesures d'accompagnement spécifiques seront mises en œuvre pour leur proposer des reclassements ou des formations adaptées, garantissant ainsi une continuité professionnelle et sociale.

GRUPE UCA DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE

#### GRUPE DES ÉLU-E-S ÉCOLOGISTES ET CITOYEN-NE-S

### Budget de l'État: les collectivités territoriales comme des porte-monnaie

Ainsi donc, le budget de l'État est voté. François Bayrou, ne souhaitant pas perdre son poste, a navigué entre les exigences des uns et les concessions aux autres, et il a réussi là où son prédécesseur avait échoué.

Au niveau national, c'est une vision à court terme qui nous est proposée: une baisse de 14 % pour l'écologie, notamment sur les projets des collectivités qui investissent pour la transition écologique. Les 4 000 suppressions de poste dans l'enseignement ont été abandonnées, mais le budget de l'Éducation nationale perd malgré tout 50 millions d'euros (+ 1 milliard d'euros en moins pour l'enseignement supérieur). Enfin, la culture est également amputée de 150 millions, notamment à travers la fin du pass culture collectif qui permettait aux établissements scolaires de financer un certain nombre d'actions à but pédagogique.

Dans le cadre de ce budget voté par l'Assemblée nationale, Choisy-le-Roi subira une ponction budgétaire de 500 000

euros cette année, mais également dans les prochains exercices. Cette décision impacte directement nos capacités d'action au service des habitants, en particulier les plus vulnérables.

Malgré ces contraintes financières, nous avons tenu à coller au plus près des besoins des Choisyens. Ainsi, le niveau des subventions accordées aux associations locales a été maintenu. Ces dernières jouent un rôle fondamental dans la lutte contre l'isolement, la précarité et l'exclusion sociale, tout en offrant des espaces d'épanouissement culturel et citoyen.

Nous avons également protégé nos projets sociaux et culturels, qui favorisent l'éducation et le lien social. Ces initiatives, au cœur de notre vision écologiste et citoyenne, constituent des piliers essentiels pour une ville plus juste et plus inclusive. Le Programme de réussite éducative qui accompagne les familles fragiles et les enfants en difficulté, la Maison des femmes récemment ouverte et qui démontre son succès chaque jour,

sont des exemples des valeurs que nous portons.

Enfin, notre action se poursuit avec une attention particulière pour les deux quartiers prioritaires de la ville. Ces quartiers doivent rester au centre de nos politiques publiques, car c'est dans ces territoires que se joue l'avenir de notre cohésion.

Face aux sacrifices que l'État nous impose, nous restons déterminés à défendre une politique juste, humaine et solidaire. La fragilité sociale ne peut pas être une variable d'ajustement budgétaire. Notre mission est de protéger les plus vulnérables, de soutenir ceux qui agissent, et d'offrir à chaque habitant les moyens de construire son avenir.

Malgré les vents contraires, notre engagement reste intact: faire de notre collectivité un territoire solidaire, résilient et dynamique.

LES ÉLU-E-S DU GROUPE  
DES ÉCOLOGISTES ET CITOYEN-NE-S

#### UNION DE LA GAUCHE COMMUNISTE, SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE

### Sécurité à Choisy-le-Roi: pour une approche humaine, solidaire et préventive

La situation sécuritaire à Choisy-le-Roi est devenue une préoccupation majeure pour de nombreux habitants. Les inquiétudes face à la montée de l'insécurité sont palpables, et il est clair que la politique actuelle de la municipalité ne répond pas aux attentes des citoyens. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: en 2021, 2 901 crimes et délits ont été recensés contre 2 121 en 2020, soit une augmentation significative. Le taux de criminalité atteint 62,9 pour mille habitants, avec 97 cas de violences sexuelles. Ces données témoignent de l'échec des politiques mises en œuvre et montrent que la sécurité des Choisyens reste insuffisamment garantie.

Les caméras de surveillance, bien que nécessaires dans certains quartiers, ne suffisent pas à résoudre les problèmes de fond. La police municipale, malgré son engagement quotidien, manque de moyens pour lutter efficacement contre certains types de délinquance complexe. Ces forces de proximité, pourtant essentielles, se retrouvent

limitées face à des phénomènes de violence qui nécessitent des réponses plus larges.

La sécurité ne se résume pas à l'installation de caméras ou à des patrouilles municipales. C'est une question de méthode, de vision, et surtout d'engagement collectif. Sans une véritable collaboration avec les acteurs de terrain, les actions entreprises restent superficielles et inefficaces. La récente visite du préfet et du commissaire sur la dalle de Choisy, sans la présence du maire ou de la municipalité, illustre ce manque de coordination et de cohérence.

Il est impératif de revoir en profondeur notre politique de sécurité. Il faut renforcer les moyens alloués à la police nationale et au commissariat pour qu'ils puissent s'attaquer efficacement aux causes profondes de l'insécurité. Une coopération renforcée entre les forces de l'ordre et les acteurs locaux, comme les associations, les éducateurs et les habitants des quartiers est essentielle. La prévention doit devenir une priorité, avec des actions éducatives et

sociales pour lutter contre la délinquance avant qu'elle ne se développe.

La sécurité est une responsabilité collective. Elle ne doit pas être traitée par une poignée de décideurs, mais par l'ensemble des citoyens, des associations et des autorités publiques. Nous, groupe d'opposition, appelons à une refonte totale de la politique sécuritaire de la ville. Nous rejetons la politique de façade actuelle, qui, bien qu'elle mette en avant quelques actions ponctuelles, n'agit pas sur le long terme pour garantir la sécurité de tous.

Il est temps d'agir concrètement, d'engager une véritable concertation entre les autorités, les acteurs locaux et les citoyens. Ensemble, bâtissons une ville plus sûre et plus solidaire, où la prévention, l'accompagnement et l'éducation priment sur la répression. La sécurité à Choisy-le-Roi ne peut plus attendre et c'est ensemble que nous pourrions la transformer en une réalité pour tous.

LES ÉLU-S DU GROUPE D'OPPOSITION UGCE